



Appel commun des syndicats CGT, FO, UFICT- CGT, SNFOCOS

TOUTES ET TOUS EN GREVE

POUR NOS REVENTICATIONS

MARDI 20 NOVEMBRE 2007-

Suite à la réunion inter-syndicale de ce mercredi 14 Novembre 2007, les syndicats CGT, FO, UFICT-CGT, SNFOCOS ont décidé d'appeler l'ensemble du personnel de la CRAM Nord-Picardie à cesser le travail (55 minutes, ½ journée, ou 1 journée) et à participer aux manifestations qui auront lieu dans les villes des 5 départements pour :

- Une véritable augmentation de la valeur du point
- Le rattrapage des pertes subies depuis plusieurs années,
- Le remplacement de tous les départs par des embauches en contrat à durée indéterminée
- L'arrêt des fusions, restructurations, mutualisations, regroupements de Missions, de l'externalisation des activités,
- Le maintien des emplois dans chaque caisse,
- La titularisation de tous les emplois
- L'attribution de points à l'ancienneté
- L'attribution des points de compétence à tous les « OUBLIES »
- Une « journée du directeur » en compensation du Lundi de Pentecôte, qui puisse être prise à la convenance de l'agent
- L'ouverture des négociations sur la GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et de compétence,) et des déroulements de Carrière automatique à la CRAM
- La pérennité du système hérité du Conseil de la Résistance (Système solidaire de Sécurité Sociale)

Pour CGT

Pour FO

Pour UFICT-CGT

Pour SNFOCOS



Après le 18 Octobre 2007, amplifions la mobilisation !

Grève reconductible le 20 Novembre : Salariés du privé, Fonctionnaires, des régimes spéciaux, Chômeurs, Retraités : TOUS ENSEMBLE

Dans l'unité, les salariés, avec leurs organisations syndicales, ont fait du 18 octobre une très forte journée de grèves et de manifestations. 300 000 manifestants en France, dont 8 000 à Lille, 800 à Douai, 1 500 Dunkerque, 800 à Valenciennes, plus de 3.000 à Amiens, plusieurs milliers à St Quentin, Creil, Boulogne, Maubeuge....

avec des cortèges denses, colorés ont permis aux salariés de défilier ENSEMBLE privé, fonctionnaires, des régimes spéciaux, Chômeurs, Retraités :

- SNCF, EDF-GDF, Hospitaliers, ANPE, Impôts, DDTE, Spectacle, Culture, Transports, éducation nationale, la Construction, Sécurité Sociale, ASSEDIC, ANPE, Métallurgie, Commerce, Chimie, Mutuelles, Comités de Chômeurs, Banques, Agro-alimentaire ...

Il nous faut dès maintenant, élargir ce mouvement à tous les niveaux, dans tous les secteurs d'activité, dans toutes les professions. **Les salariés du privé et du public, les chômeurs, les retraités, subissent les mêmes contraintes dans leur vie quotidienne.**

Les mêmes types de revendications nous unissent.

Pouvoir d'achat : le travail des salariés en France n'a jamais créé autant de richesses mais ce sont seulement les actionnaires et les dirigeants d'entreprise qui se gavent à coups de dividendes, de stock-options et de parachutes dorés. Medef et gouvernement veulent supprimer toute référence au SMIC et détruire les grilles salariales pour individualiser toujours plus les salaires et rémunérations.

Emploi : des dizaines de milliers de suppressions de postes dans la fonction publique et les entreprises publiques, l'emploi précaire qui explose dans le privé et dans le public (soustraitance, intérim, temps partiels imposées...) et les grosses entreprises qui poursuivent les licenciements malgré des subventions publiques et des profits juteux.

Protection sociale : après les déremboursements massifs, le forfait hospitalier, le 1€ par consultation ce sont maintenant les franchises médicales, alors que la loi de financement de la sécurité sociale prévoit de nouveau 30 milliards d'Euros d'exonération accordés au patronat en 2008 (+ 200 milliards en 15 ans)

Retraites : après les lois Balladur en 1993 et Fillon en 2003 avec l'allongement de la durée de cotisation de 37,5 à 40 annuités, la suppression des avantages familiaux, la modification de la référence aux dix meilleures années..., **le gouvernement annonce une nouvelle attaque contre l'ensemble des régimes y compris le régime général pour le printemps 2008.**

C'est pour mieux y parvenir qu'il veut à tout prix supprimer les régimes spéciaux. La casse de ceux-ci ne pérennisera aucun des régimes de retraites et aggravera encore le déficit du régime général. Elle permettra surtout de baisser fortement le niveau de l'ensemble des retraites du privé et du public, tout en augmentant sensiblement la durée du travail pour tous, ainsi que le taux de chômage en France.

Le montant des pensions de retraites

Un des objectifs du gouvernement est d'atteindre un minimum de pension égal à 85% du SMIC net soit 850 € mensuel (le SMIC net est égal à 1000 € au 01/10/07).

Aujourd'hui :

- 36% des femmes ont une retraite inférieure à 700 €, 64% des femmes ont une retraite inférieure à 900 €.

- 53% de l'ensemble des salariés perçoivent une retraite inférieure à 1300 € .

La CGT revendique un minimum de pension égal au SMIC soit 1500 € par mois.

- **Le retour aux 37,5 annuités de cotisation pour avoir une retraite à taux plein pour tous, tenant compte des années d'étude et de formation**

- **Un taux de remplacement moyen de 75% du dernier salaire**
- **L'indexation des pensions et retraites sur les salaires**
- **Pas de pension inférieure au SMIC**
- **La suppression des décotes**
- **Une revalorisation des salaires et des pensions**

C'est bien sur l'ensemble de ces éléments que les salariés doivent se mobiliser massivement et dans l'unité la plus large.

Ensemble et avec détermination, agissons pour la satisfaction de nos revendications :

- **L'augmentation** des salaires, des pensions et des minima sociaux, **le maintien** du SMIC, de l'emploi qualifié, des contrats de travail en CDI. Pour cela, nous exigeons l'ouverture, dans le public comme dans le privé, de négociations salariales.
- **Le maintien des régimes spéciaux de retraite** et des droits qui leur sont attachés. Aucun allongement de la durée de cotisation
- **L'abrogation des mesures Balladur et Fillon**
- **Le maintien** de la retraite de base à 60 ans à taux plein pour tous
- **Le maintien** d'un réel service public de l'emploi et du système d'assurance chômage et contre la fusion ANPE/UNEDIC
- **La reconnaissance** du CDI comme le contrat de travail de référence et contre la précarité
- **Le maintien de la Sécurité Sociale solidaire et égalitaire**, retrait des franchises, non à la TVA sociale
- **L'annulation des suppressions de postes** dans le secteur public (dont la Sécu) et la fonction publique, remplacement des départs en retraite et création des postes nécessaires
- **L'arrêt des licenciements dans le privé,**
- **Contre la recodification du code du travail**

Nous rappelons nos exigences pour l'emploi et les salaires:

- Une véritable augmentation de la valeur du point et le rattrapage des pertes subies depuis plusieurs années,
 - **le SMIC CGT, soit 1500 € brut pour le niveau 1 de la classification, c'est à dire la valeur du point portée à 8,33 €**
 - **1,6 fois le SMIC CGT pour un Niveau 5A, soit un coefficient de qualification égal à 288**
 - **un déroulement de carrière vers le niveau 5B pour Conseillers Retraite**
 - **un déroulement de carrière vers le niveau 6 pour les Assistants Sociaux**
- Le rétablissement du caractère férié du Lundi de Pentecôte
- Le maintien de la CRAM avec l'ensemble de ses activités, missions pour un service de qualité et de proximité
- Le remplacement de tous les départs par des embauches en contrat à durée indéterminée,
- L'arrêt des fusions, restructurations, mutualisations, regroupements de missions, externalisation de certaines activités,
- Le maintien de tous les organismes,
- l'augmentation du nombre de Préventeurs au maximum prévu par les textes
- La titularisation des CDD des Services Sociaux permettant le remplacement de toutes les absences maladie, maternité, invalidité
- Le remplacement des absences de longue durée maladie, maternité dans les Agences Retraite

A la CRAM, dans les Etablissements, Services Extérieurs, au CRF : nous invitons les salariés à se mettre en GREVE reconductible le 20 Novembre, 55 mn, une demi-journée, une journée et à participer massivement aux manifestations locales